

Guerre d'agression d'Israël contre l'Iran : il faut mettre fin à l'impunité israélienne !

Après avoir déclenché unilatéralement la guerre contre l'Iran, en violation complète du droit international, Israël a, par un tour de force opérationnel, mené une première série de plus de 300 frappes sur le sol iranien le 13 juin. La réponse iranienne est parvenue à percuter le territoire israélien. Depuis, les échanges de tirs et les bombardements se poursuivent à l'heure actuelle chaque jour. La situation est grave et laisse craindre un conflit de très haute intensité si un cessez-le-feu n'est pas rapidement conclu.



Il se confirme une fois de plus qu'Israël est un État terroriste

L'opération israélienne est malheureusement à ce stade un succès militaire tactique sur trois aspects[1]. D'abord, les capacités nucléaires iraniennes ont été ciblées et endommagées significativement (au moins 3 sites d'enrichissement d'uranium sur 7 ont été bombardés). Ensuite, les défenses anti-aériennes, déjà largement fragilisées en octobre 2024, ont été quasiment anéanties, de même que les installations, notamment souterraines, des sites de lancement de missiles balistiques. Enfin, le haut état-major iranien a été décapité (comme l'avait été celui du Hezbollah en septembre 2024) avec l'intervention du Mossad, le service de renseignements israélien. L'ensemble de ces opérations a par ailleurs permis de démontrer la puissance des capacités aériennes israéliennes, en déployant plus de 200 avions, dont des F15, F16, F35 qui ont gagné la maîtrise du ciel iranien[2]. D'ores et déjà, après plusieurs jours de bombardements, des centaines de victimes civiles sont à déplorer en Iran, des centaines sont blessées et déplacées. Dans la droite ligne du génocide à Gaza et des massacres massifs de civils libanais, cela confirme qu'Israël est un État terroriste.

Cette agression contre un pays souverain viole le droit international. Israël n'a pas été attaqué par l'Iran. L'Iran ne menaçait pas non plus Israël à court ou moyen terme : tout en accusant certes l'Iran d'enrichir son uranium au-delà des seuils autorisés par l'accord international de 2015, les experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique, organisme de l'ONU) aussi bien que les services de renseignement des différents pays occidentaux s'accordaient à dire que l'Iran était encore très loin de pouvoir produire des bombes nucléaires. L'Iran a donc légitimement répondu à cette agression caractérisée d'un pays souverain par un pays tiers, conformément à la charte

de l'ONU.

Cette agression est caractérisée aussi de notre point de vue anti-impérialiste : il s'agit de l'agression d'une nation dominante contre une nation opprimée. L'Iran, pays sous sanctions américaines et internationales depuis plus de quarante ans, régulièrement mis au ban des nations, est un pays dominé bien qu'il ait par ailleurs des prétentions hégémoniques dans la région. Aujourd'hui, c'est un pays dominé qui subit une guerre d'agression de la part d'Israël, un pays soutenu par toutes les puissances impérialistes occidentales, qui joue pour leur compte le rôle de « gendarme » de la région en plus de garder une large autonomie d'action. Dans ces conditions, même si nous haïssons son régime théocratique dictatorial, comme sans doute la majorité des Iranien-ne-s, nous soutenons pleinement le droit de l'Iran à se défendre contre cette agression de l'État-voyou israélien..

La réponse iranienne, comme c'est le cas depuis octobre 2024, est restée proportionnée : les salves de drones et de missiles balistiques (et pour certains hypersoniques) ont été espacées et l'objectif semble principalement vouloir tester les capacités réelles du dôme de fer en visant la saturation du dispositif. Si la majorité des armes envoyées ont été interceptées, plusieurs ont malgré tout frappé le territoire israélien, causant pour la première fois des dégâts matériels significatifs et des dizaines de victimes civiles. Le « dôme de fer » n'est pas, comme l'avait déjà montré l'attaque du 7 octobre 2023, complètement étanche, malgré son efficacité certaine. Cette riposte militaire a par ailleurs mis en état d'alerte une grande partie du pays, poussant les habitant-e-s à rejoindre régulièrement les abris anti-missiles. L'état d'urgence est décrété jusqu'à la fin du mois.



Discordances et concordances dans la reconfiguration du Moyen-Orient

Nous analysions récemment le fait que Trump déployait une nouvelle doctrine au Moyen-Orient³, en s'appuyant davantage sur l'Arabie Saoudite et les monarchies du Golfe pour espérer stabiliser la région selon les intérêts états-uniens. Si l'agression israélienne contre l'Iran est une marque de la discordance des objectifs immédiats entre l'État d'Israël et l'impérialisme américain, elle montre aussi une convergence sur le plan stratégique de long terme.

Trump est coutumier d'exercer des pressions dans le cadre de négociations : il balise le temps (« les cents jours pour la paix en Ukraine », les « 90 jours » pour les négociations douanières avec le Mexique et le Canada en début de mandat...). Cette question du délai dépassé des 60 jours de négociations entre les États-Unis et l'Iran sur la question du nucléaire est un pur prétexte israélien pour déclencher la guerre que ne souhaitaient même pas - ou du moins pas maintenant - les États-Unis.

Trump a besoin de stabilité. Son régime est sous électrochocs permanents depuis sa prise de pouvoir : attaques en règle aux États-Unis contre le système fédéral, les immigrés et le « progressisme », attaques douanières contre l'ensemble des autres pays, incapacité à peser sur les deux foyers de crise militaire majeure et opposition interne qui commence à s'élever (mobilisations de masse dans la rue face aux rafles racistes de la police fédérale et frondes au sommet, avec la récente défection d'Elon Musk qui évoquait la nécessité de destituer le président). L'attaque israélienne place le président américain devant le fait accompli alors même que ce n'était pas son agenda. Pour autant, une fenêtre d'opportunité a été ouverte par l'offensive israélienne. En déployant une armada^[3] en direction du Golfe persique, le président Trump vient montrer qu'il se tient prêt à défendre directement les intérêts états-uniens dans la région, tout en laissant planer la possibilité d'une intervention directe, ce qui signerait l'effondrement du régime iranien, tant la puissance de feu états-unienne est immense. Si Trump n'avait sans doute pas privilégié cette option avant les frappes israéliennes, il profite des dégâts considérables causées par celles-ci pour exercer une pression maximale sur le régime iranien. Il exige sa « capitulation », c'est-à-dire sa soumission totale sur la question du nucléaire militaire, ce qui fait d'ailleurs partie des objectifs principaux de l'impérialisme américain et de ses alliés depuis au moins 2015, quelle qu'aient été les couleurs des présidents. D'ailleurs, l'opération menée par Israël a été « validée » préalablement par la Maison-Blanche, qui a été informée en amont et a donné son feu vert. Le chancelier allemand Friedrich Merz a bien résumé l'état d'esprit du bloc impérialiste occidental, en déclarant en marge du G7, à propos de l'opération militaire israélienne : « *c'est le sale boulot qu'Israël fait pour nous tous* ».

De son côté, Macron semble s'être retrouvé complètement dépassé par le flot d'éléments concrets venus percuter sa prétendue « ambiguïté stratégique »^[4]. S'il a réussi l'exploit de s'imaginer chef de guerre dans un train blindé avec Keir Starmer et

Friedrich Merz en Ukraine et s'il s'indignait il y a peu devant les caméras du sort des Palestiniens de Gaza, tout en leur assurant qu'il allait leur reconnaître le droit d'avoir un État, les faits montrent qu'il est pris dans des contradictions qui l'obligent à des volte-face sur le plan de la communication. La conférence pour la reconnaissance d'un État palestinien a été annulée pour éviter le fiasco total de l'initiative et, plutôt que de condamner la nouvelle violation du droit international par Israël, le président français a osé invoquer à nouveau « le droit d'Israël à se défendre ». Ce prétexte, déjà cynique après le 7 octobre, puisqu'il a servi à justifier la destruction de Gaza et les massacres de Palestinien-ne-s, est totalement absurde dans cette situation où Israël est l'agresseur et où c'est donc bien l'Iran qui, du point de vue même du droit international, a le droit de se défendre. En d'autres termes, malgré toutes ses gesticulations, la position stratégique française reste en substance celle du soutien indéfectible à Israël. Cela montre l'absence d'autonomie stratégique réelle la France – ainsi que de l'Allemagne et du Royaume-Uni – condamnée, en l'état actuel et en dernier recours, à être à la remorque du bloc impérialiste occidental dominé par les Etats-Unis et Israël.

Pour une position anti-impérialiste conséquente

Au Proche et au Moyen-Orient, l'urgence absolue est de mettre fin à l'impunité israélienne qui massacre la population à Gaza et celles des pays alentours. Cette impunité n'est rendue possible que par la complicité directe des puissances impérialistes occidentales et l'inaction de la majorité des autres puissances impérialistes. Certes, le régime iranien est un régime contre-révolutionnaire et réactionnaire. Mais, si un changement de régime favorable au peuple iranien devait avoir lieu en Iran, ce ne pourrait être que par la mobilisation populaire et ouvrière, certainement pas par des agressions militaires extérieures. Les récents exemples afghan, irakien ou libyen prouvent que les interventions militaires impérialistes ne peuvent en aucun cas apporter une quelconque amélioration des conditions de vie pour les populations, mais sèment le chaos tout en laissant le pouvoir à d'autres réactionnaires – ou au retour tôt ou tard des anciens.

La situation mondiale est extrêmement grave et inquiétante. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine en février 2022 et le début de la guerre multidimensionnelle d'Israël au Moyen-Orient, des conflits localisés ont ressurgi : la guerre civile syrienne qui a débouché sur le renversement de la dictature de Bachard Al-Assad, les tensions pour le contrôle du détroit d'Ormuz où circulent les hydrocarbures, la reprise très brutale de la guerre larvée au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, la relance de la guerre en République démocratique du Congo, la recrudescence des tensions américaines et chinoises à Taïwan, etc. Le droit international, si imparfait et inégalement appliqué qu'il soit car soumis aux puissances impérialistes dominantes, apparaît de plus en plus comme un vestige de l'illusion d'un ordre mondial pacifié et pacificateur.

La mobilisation anti-impérialiste se doit d'avancer sur une ligne de crête en prenant garde à ne pas tomber dans le campisme, qu'il soit « pro » ou « anti » occidental. Nous devons adopter l'indépendance de classe pour nos prises de positions et garder notre boussole internationaliste et révolutionnaire :

- Indépendamment de la nature contre-révolutionnaire du régime iranien, nous soutenons son droit à se défendre et à riposter contre l'agression israélienne, agression commise en violation complète du droit international, et nous appelons à un cessez-le-feu immédiat pour une solution diplomatique sur la question du nucléaire iranien.
- Indépendamment de la nature capitaliste du gouvernement ukrainien, nous soutenons son droit à se défendre contre l'invasion russe, invasion commise en violation complète du droit international, et nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et à des négociations de paix[5]
- Nous condamnons la guerre génocidaire à Gaza que mène l'État colonial d'Israël et son régime suprémaciste et nous soutenons le droit des Palestinien.ne.s à se défendre;
- Contre notre propre impérialisme (français), nous exigeons la fin du commerce des armes avec Israël, la fin des partenariats stratégiques et culturels avec ce pays et le boycott de ses produits ;
- En dernière instance, ce sont les travailleurs et les travailleuses de tous les pays qui doivent tenir entre leurs mains leur propre avenir. Notre solidarité s'adresse directement à celles et ceux qui s'engagent dans les guerres de libération nationale et dans la résistance aux oppresseurs.

[1] Voir ici l'analyse tactique de l'opération et les enjeux à court terme :

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/06/16/contre-liran-israel-peu-il-transformer-ses-succes-tactiques-en-victoire-strategique/>

[2] On peut aussi y lire une démonstration de force après le combat aérien qui a opposé en mai 2025 au moins 125 appareils entre les armées indiennes et pakistanaïses.

[3] Composée d'un porte-avion à propulsion nucléaire embarquant 100 avions bombardiers-chasseurs et 5000 soldats, d'un croiseur lance-missile capable d'intercepter les tirs iraniens, de deux destroyers et d'un sous-marin.

[4] Voir l'analyse ici : <https://www.france24.com/fr/europe/20250617-guerre-israel-i-an-paris-berlin-et-londres-en-pleine-ambiguité-diplomatique>

[5] <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2006>

Louison Beaubet, le 19 juin 2025